

Le chef du Hezbollah promet « l'enfer » à Israël en cas d'invasion du Liban

Hassan Nasrallah a reconnu que l'attaque des bipeurs et des talkies-walkies a porté un « coup sévère » à la formation

BEYROUTH - correspondante

Le chef du Hezbollah n'a pas cherché à minimiser le revers qu'a infligé Israël à sa formation, mais il en a contesté la portée stratégique, jeudi 19 septembre. Au lendemain d'une série d'explosions d'appareils de transmission du parti chiite libanais, qui ont fait, en deux jours, 37 morts et près de 3 000 blessés, dont une majorité de combattants et d'employés issus de ses rangs, ainsi que des civils, Hassan Nasrallah a reconnu « un coup sévère et sans précédent dans l'histoire de la résistance, du Liban et du conflit avec Israël », dans un discours retransmis en direct à la télévision, jeudi en fin d'après-midi.

En réponse à ce « massacre » et à cette « violation de toutes les lignes rouges », qui peuvent constituer une « déclaration de guerre », Hassan Nasrallah a promis qu'Israël allait recevoir « un terrible châtiment » et une juste rétribution, là où il s'y attend et là où il ne s'y attend pas ». Au même moment, des chasseurs israéliens narguaient les habitants de Beyrouth, encore sous le choc des attaques, en franchissant le mur du son au-dessus du territoire libanais, et une campagne de bombardements était lancée au Liban sud et dans la plaine de la Bekaa, la plus intense menée par l'armée israélienne depuis le début des combats avec le Hezbollah, en octobre 2023.

Ces intimidations et les menaces de guerre proférées par des responsables israéliens pour amener le Hezbollah à cesser ses attaques contre Israël, en soutien à la bande de Gaza, semblent sans effet sur le discours du leader chiite. « Quels que soient les sacrifices, les conséquences, quel qu'il puisse arriver, nous ne cesserons pas notre soutien à Gaza et le front du Liban avec Israël ne s'arrêtera pas avant la fin de l'agression à Gaza », a affirmé Hassan Nasrallah, présentant ce soutien comme la principale forme de résistance à Israël, qui cherche à « séparer le front libanais de celui de Gaza ».

Autocritique et justification
Après avoir salué la solidarité manifestée par les Libanais envers les victimes des attaques de mardi et mercredi, et l'esprit de résistance de ses partisans, le chef du Hezbollah a livré un exposé de cette faille sécuritaire sans précédent, dans un mélange d'autocritique et de justification. Il s'adressait autant à ses détracteurs qu'à ses partisans, dont la confiance dans le mouvement a été ébranlée. Pour la politologue spécialiste du Hezbollah Chiara Calabrese, « la légitimité du Hezbollah s'est beaucoup construite, au sein de sa base, sur le sentiment qu'il est le seul parti à même de la protéger. Sa responsabilité est engagée. Ces attaques ont laissé l'impression

LE CHEF DU HEZBOLLAH A ASSURÉ QUE LE PARTI CHIITE SAURAIT TIRER LES LEÇONS DE CET ÉCHEC ET « PASSER CE TEST LA TÊTE HAUTE »

qu'Israël, par son avantage technologique énorme, peut tout faire sans que le Hezbollah ne le voie ». « L'ennemi voulait tuer pas moins de 5 000 personnes en deux minutes », a commencé Hassan Nasrallah, avant d'ajouter : « Leur objectif n'a pas été atteint. » Selon lui, des appareils n'ont pas explosé et beaucoup de victimes ont des blessures légères, même s'il a reconnu qu'un certain nombre d'entre elles étaient blessées aux yeux. Il a assuré que les cadres et les commandants du Hezbollah étaient indemnes, ne possédant pas de matériel piraté. Les appareils en question étaient surtout détenus par des employés civils du Hezbollah, a aussi assuré auprès de l'agence Associated Press l'expert libanais Kassem Kassir, proche du Hezbollah, minimisant l'impact des attaques sur l'appareil militaire.

« Un piège, un gouffre »
Le Hezbollah a ouvert une enquête. Son chef a assuré que le parti chiite saurait tirer les leçons de cet échec et « passer ce test la tête haute ». « L'ennemi sait ce qu'il a fait n'ébranle ni notre organisation, ni notre force, ni notre détermination. Au contraire, cela nous renforce davantage », a-t-il assuré. Pour les analystes, la formation devrait être capable de se réorganiser rapidement sur le plan militaire, mais l'impact psychologique de l'attaque pourrait perdurer.

Onze mois d'affrontements entre le parti chiite et l'armée israélienne, qui ont fait plus de 600 morts au Liban – dont quelque 450 combattants – et 100 000 déplacés, ont éprouvé les rangs du Hezbollah et la population du Liban sud. Bien qu'aucune issue ne se profile, Hassan Nasrallah a donné peu de crédit au « scénario d'une guerre totale », agité par des responsables israéliens, afin d'assurer le retour en sécurité des quelque 60 000 déplacés israéliens, l'estimant « exagéré ». « Aucune escalade militaire, aucun meurtre, aucun assassinat et aucune guerre totale ne ramèneront vos colons et vos habitants à la frontière, a-t-il insisté. (...) Le seul moyen [de le faire] est d'arrêter la guerre à Gaza ».

Une invasion du Liban sud par Israël afin d'établir une zone tampon à la frontière se transformerait en « un piège, un gouffre et un enfer », a encore promis Hassan Nasrallah, invoquant l'histoire du mouvement chiite qui a chassé Israël du Liban sud en 2000. Le chef du Hezbollah l'a même appelée de ses vœux. Alors que sa formation souffre de la supériorité d'Israël dans le ciel et en matière technologique, il s'est dit convaincu de pouvoir mener, au sol, une bataille à armes égales, grâce à la connaissance du terrain et au réseau d'infrastructures – notamment de tunnels – que le Hezbollah a développé depuis le retrait israélien. ■

HÉLÈNE SALLON



Des migrants tentent de pénétrer dans l'enclave espagnole de Ceuta, près de Fnideq, dans le nord du Maroc, le 15 septembre. AFP

L'enclave de Ceuta sous la pression des migrants marocains

Les tentatives de franchissement de la frontière concernent surtout des ressortissants du royaume, alors qu'il s'agissait jusque-là de Subsahariens

FNIDEQ (MAROC) - envoyé spécial

La situation est exceptionnelle. Depuis mercredi 11 septembre, environ 4 000 Marocains – dont près de 150 mineurs – soupçonnés d'avoir voulu entrer illégalement dans l'enclave espagnole de Ceuta ont été arrêtés ou refoulés, selon une source sécuritaire, alors que des messages circulent sur les réseaux sociaux appelant à rejoindre ce territoire dimanche 15 septembre.

Si les forces de l'ordre ont repoussé ce jour-là des centaines de personnes massées près de la frontière, la plupart ont été arrêtées avant, dans les villes environnantes de M'diq, Tétouan ou Tanger, indiquent des militants associatifs. Officiellement, personne n'a réussi à passer du côté espagnol, mais, d'après des témoignages, une vingtaine d'individus venus de la ville d'El-Jadida, à 500 kilomètres au sud, y seraient parvenus. La présence importante de citoyens marocains interroge, alors que ces tentatives de passage en force impliquaient jusqu'à présent des personnes originaires d'Afrique subsaharienne. Les 17 et 18 mai 2021, entre 8 000 et 12 000 Marocains, selon les estimations, étaient entrés à Ceuta sur fond de crise diplomatique entre Rabat et Madrid ; le Maroc reprochait alors à l'Espagne l'accueil sur son sol du chef des indépendantistes sahraouis, Brahim Ghali, pour y être soigné. « Mais ces départs avaient bénéficié de la complicité tacite des autorités marocaines », avance le chercheur Ali Zoubéidi, spécialisé dans les questions migratoires, qui mène une étude sur place.

Selon lui, l'épisode du 15 septembre n'a rien de comparable. « Ce n'est plus la clandestinité par petits groupes, parfois avec l'aide de passeurs, comme les Marocains avaient l'habitude de le faire, mais une mobilisation massive et une confrontation ouverte avec les forces de l'ordre. » Bien qu'il ne soit pas nouveau, l'usage des réseaux sociaux apparaît plus central que jamais dans la planification de ces tentatives de franchissement. Des communau-

tés entières s'organisent ainsi, par ville ou par quartier, au travers de groupes WhatsApp ou Facebook.

L'influence de TikTok, où les candidats à l'émigration documentent leur expérience, est jugée considérable par de nombreux observateurs. Abondamment cité dans la presse espagnole, l'exemple de Chaimae El Grini illustre tout le poids de ce réseau social très populaire au Maroc. Postée le 21 août sur son compte personnel, la photo de cette Marocaine de 19 ans compte déjà plus de 4 millions de vues. Originaire de Martil, à 35 kilomètres au sud de Ceuta, elle y apparaît tout sourire en combinaison de plongée, cheveux mouillés et le pouce levé, après une traversée de laquelle elle a rejoint l'enclave.

D'autres n'ont pas eu sa chance. L'Observatoire du Nord pour les droits humains évalue à une quarantaine le nombre de Marocains partis de Fnideq et de Belyounech, les deux communes limitrophes de Ceuta, qui sont morts ou disparus en Méditerranée depuis le début de l'année.

Accès à la côte bouclés

La reprise des relations entre Rabat et Madrid, en avril 2022, avait laissé augurer une baisse des arrivées irrégulières à Ceuta. Ce fut le cas en 2023, mais la tendance s'est inversée depuis. Entre le 1^{er} janvier et le 15 juillet, le nombre d'entrées illégales a augmenté de 143 % par rapport à la même période un an auparavant. Au cours du seul mois d'août, le ministère marocain de l'intérieur dit avoir déjoué plus de 11 000 passages en force à la frontière.

À Fnideq, la route qui mène vers l'Espagne est désormais quadrillée par la police et les forces auxiliaires, tandis que les accès à la côte sont bouclés. Le poste-frontière a rouvert, mais ce sont toute la localité et ses environs qui restent sous surveillance, alors que la date d'une nouvelle tentative massive de franchissement a été fixée au lundi 30 septembre, à en croire les réseaux sociaux. « La situation économique est très difficile, de plus en plus de Marocains vont essayer de passer

Le récit officiel, qualifiant le royaume de « puissance économique régionale », semble buter sur la réalité

de l'autre côté », estime Jamila, une étudiante en biologie à Tétouan, en visite à Fnideq.

En 2019, la fermeture du passage de Bab Sebta, qui servait au transit de produits détaxés en provenance de Ceuta avant qu'ils ne s'écoulent dans tout le Maroc, avait entraîné le départ de milliers de familles. Des plans de reconversion ont depuis été proposés aux « femmes mulettes » qui transportaient les marchandises sur leur dos, mais l'économie locale ne s'est pas remise de l'arrêt de la contrebande, qui représentait chaque année entre 6 milliards et 8 milliards de dirhams (entre 550 et 730 millions d'euros), selon les douanes marocaines.

Coûte que coûte, depuis trente ans, les migrants essaient de traverser la frontière et cela fait bien longtemps que la population de Fnideq, dont une partie vit à quelques mètres de la barrière de sécurité, s'est habituée à eux. Mais les associations qui observent ce phénomène reconnaissent que leur profil a changé. Les femmes et les jeunes sont plus nombreux, tout comme les mineurs non accompagnés. Rachid, qui enseigne dans la région, se souvient qu'en 2021 l'un de ses élèves, âgé de 17 ans, n'avait pas reparu en classe pendant un mois. « Quand il est revenu, il m'a expliqué qu'il avait réussi à rejoindre Ceuta, mais qu'il avait fini par être refoulé. Il se promettait d'y retourner. »

L'âge des candidats à l'exil est aujourd'hui bien plus précoce, et ce sont maintenant des garçons de 13, 14 ou 15 ans qui tenteraient de rejoindre l'Espagne. Malgré l'opposition des autorités de Ceuta, le Tribunal suprême (la plus haute

instance judiciaire espagnole) a confirmé en janvier l'illégalité de leur renvoi au Maroc. « Les familles les plus vulnérables le savent et certaines poussent leurs enfants à partir », observe Ali Zoubéidi.

La tentative de franchissement du 15 septembre a fait l'objet de nombreux commentaires dans la presse marocaine, les journaux l'interprétant comme la conséquence de l'échec des politiques publiques pour relancer l'économie. Des réussites existent pourtant, comme dans le cas de l'industrie automobile, très présente autour de Tanger. Et la célébration, il y a trois semaines, des 25 ans de règne de Mohammed VI à Tétouan et à M'diq, une station balnéaire où le roi a ses habitudes, avait figure de symbole dans un territoire, le Rif, ignoré par Hassan II.

Détresse de la jeunesse

Mais le récit officiel, qualifiant le royaume de « puissance économique régionale » et célébrant ses « infrastructures de classe mondiale », semble buter sur la réalité : la détresse de la jeunesse, pas seulement dans le nord du pays mais partout dans le royaume, où 1,5 million de jeunes, âgés de 15 à 24 ans, n'ont pas d'emploi, et ne sont ni en études ni en formation. Les chiffres des départs clandestins vers l'Espagne sont à cet égard éloquent. Selon la Commission espagnole pour les réfugiés, les ressortissants marocains représentaient un quart des arrivées illégales à la frontière sud de l'Espagne en 2023 ; à Melilla (l'autre enclave espagnole, plus à l'est), neuf entrées sur dix ; à Ceuta, un tiers des demandes de protection internationale ; sur la côte andalouse, la première nationalité ; sur les îles Canaries, la deuxième. Autant de statistiques corroborées par l'agence européenne Frontex et par un récent sondage du réseau de recherche Arab Barometer, qui indiquait en août que 53 % des Marocains souhaitaient émigrer se disent prêts à le faire sans papiers. ■

ALEXANDRE AUBLANC

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

« L'ENNEMI VOULAIT TUER PAS MOINS DE 5 000 PERSONNES EN DEUX MINUTES. LEUR OBJECTIF N'A PAS ÉTÉ ATTEINT »

HASSAN NASRALLAH
chef du Hezbollah